

# TURKEY RIGHTS MONITOR



Numéro 214 | Date 22-28 juillet

**(Les liens vers les sources correspondantes se trouvent sur la version en langue anglaise.)**

## DÉTENTIONS ET ARRESTATIONS ARBITRAIRES

Tout au long de la semaine, les procureurs ont ordonné la détention d'au moins 109 personnes pour des liens présumés avec le mouvement Gülen. En octobre 2020, un avis du Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire (GTDA) a déclaré que l'emprisonnement généralisé ou systématique de personnes ayant des liens présumés avec le groupe pouvait constituer un crime contre l'humanité. Solidarity with OTHERS a compilé une base de données détaillée pour suivre les détentions massives liées à Gülen depuis un coup d'État manqué en juillet 2016.

23 juillet : Le ministère de l'Intérieur annonce qu'un total de 73 personnes ont été arrêtées dans 16 provinces entre le 19 et le 22 juillet au motif qu'elles seraient membres du mouvement Gülen pour des raisons telles que l'utilisation de « ByLock ».

## PRIVATION ARBITRAIRE DE LA VIE

25 juillet : Bedrettin Düzen, un berger de 32 ans, a été tué par l'explosion d'une mine terrestre dans la région de la vallée de Doskî, dans le district de Yüsekova, à Hakkari, en Turquie, soulignant le danger permanent des mines terrestres dans les zones fréquentées par les bergers locaux.

## DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de Yusuf Bilge Tunç, un ancien travailleur du secteur public qui a été licencié par un décret-loi au

cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui a été signalé disparu le 6 août 2019 dans ce qui semble être l'un des derniers cas d'une série de disparitions forcées présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

## LIBERTÉ DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION

27 juillet : La police turque a arrêté 4 activistes à Ankara lors d'une manifestation contre un projet de loi controversé visant les chiens errants.

## LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS

23 juillet : Près de 200 journalistes ont comparu devant les tribunaux turcs entre avril et juin 2024, accusés notamment d'« aide à une organisation terroriste » et d'« insulte au président », dans un contexte d'escalade des poursuites judiciaires et des menaces à l'encontre du personnel des médias.

23 juillet : Les reportages sur l'allégation selon laquelle plusieurs enfants âgés de 7 à 14 ans, qui se sont rendus à l'Association de la jeunesse anatolienne (AGD) dans le district Artuklu de Mardin à différents moments, ont été victimes de harcèlement sexuel de la part d'un représentant de l'association, ont été interdits d'accès par la décision du deuxième tribunal pénal de Mardin.

25 juillet : Le réalisateur Ömer Leventoğlu et le caméraman Hüseyin Altürk ont été brièvement détenus par la police sur l'autoroute Sakarya-Kocaeli pour possession de t-shirts à l'effigie du politicien kurde emprisonné Selahattin Demirtaş ; ils ont été relâchés après plusieurs heures, et les t-shirts ont été confisqués.

25 juillet : Les noms de domaine de l'Agence Mezopotamya mezopotamyaajansi.net, mezopotamyaajansi37.com,

mobilma.com et mezopotamyapanel.com ont été bloqués sur décision du juge pénal de Gümüşhane pour des raisons de protection de la sécurité nationale et de l'ordre public.

## **INDÉPENDANCE JUDICIAIRE ET ÉTAT DE DROIT**

25 juillet : Un jugement récemment rendu par la Cour constitutionnelle turque a démontré que la plus haute juridiction ferme les yeux sur un arrêt historique de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) qui a blâmé la Turquie pour la condamnation systématique de personnes accusées d'avoir des liens avec le mouvement Gülen, basé sur la foi.

## **MINORITÉ KURDE**

24 juillet : A Mersin, 9 personnes détenues pour « propagande en faveur d'une organisation illégale » pour avoir partagé une vidéo d'elles dansant le halay sur la plage sur leurs comptes de médias sociaux ont été menottées dans le dos et forcées d'écouter la chanson nationale « Ölürüm Türkiyem » par les officiers de police en charge au département de police de Mersin.

25 juillet : Un tribunal d'Ankara a rendu sa décision motivée dans le procès des journalistes kurdes condamnés pour terrorisme au début du mois de juillet, accusant les défenseurs de « manipuler l'opinion publique » par le biais de leurs publications.

26 juillet : La police a fait une descente lors d'un mariage kurde dans le district d'Ağrı Doğubayazıt, arrêtant plusieurs personnes, dont le propriétaire de la salle de mariage, un musicien et un caméraman, sous l'accusation de « faire de la propagande pour une organisation terroriste » liée à la présentation de vêtements et de chants traditionnels kurdes.

## **CONDITIONS CARCÉRALES**

24 juillet : Les prisonniers de la prison de type T de Balıkesir Bandırma n'ont pas reçu de ventilateurs de la part de l'administration, et certains prisonniers ont été envoyés dans des hôpitaux d'urgence en raison de problèmes de santé dus à la température élevée et à la surpopulation.

24 juillet : 64 détenus de la prison de type D de Denizli auraient été empoisonnés par le déjeuner qu'ils ont pris le 23 juillet 2024 et ont été soignés à l'infirmerie de la prison puis dans des hôpitaux sans en informer leurs familles ; le bureau du procureur général de Denizli a ouvert une enquête judiciaire et administrative sur l'incident.

## **RÉFUGIÉS ET MIGRANTS**

25 juillet : Ibrahim Izziddin, un demandeur d'asile syrien détenu au centre d'expulsion de Kırklareli Pehlivan köy en vue de son expulsion, serait décédé des suites de mauvais traitements.

## **TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS**

23 juillet : Adil Somali, un homme d'affaires de 55 ans emprisonné pour ses liens présumés avec le mouvement Gülen, est mort d'une crise cardiaque dans une prison turque après que sa libération conditionnelle a été retardée de 15 jours en raison de l'inaction de l'administration.

23 juillet : Fahrettin İşgüder, un homme d'affaires de 73 ans emprisonné en Turquie pour des liens présumés avec le mouvement Gülen, est mort en raison de la chaleur excessive et de la surpopulation dans une prison turque après s'être effondré et avoir été hospitalisé au cours du week-end.

23 juillet : Hatice Kahraman, une ancienne enseignante de 40 ans licenciée et condamnée pour ses liens présumés avec le mouvement Gülen, est décédée d'une hémorragie cérébrale alors qu'elle attendait l'issue de son procès en appel.

25 juillet : Le Comité des Nations Unies contre la torture a publié ses conclusions sur plusieurs pays examinés lors de sa dernière session, exprimant son inquiétude face aux allégations selon lesquelles la torture et les mauvais traitements continuent de se produire en Turquie, y compris les passages à tabac et les agressions sexuelles de la part des forces de l'ordre.

25 juillet : Malgré la détérioration de son état de santé due à de multiples tumeurs cérébrales et à une hémorragie cérébrale, Özge Özbek reste emprisonnée en Turquie en vertu de la décision controversée du Conseil de médecine légale qui l'a jugée apte à être incarcérée.